

Arrondissement de Briey.

Réunion d'écoles publiques.

05. Que doit maîtriser tout élève issue de la scolarité obligatoire ?

La question interroge les finalités de l'école et la durée de la scolarité obligatoire .

Progression des sciences et techniques ,peur du chômage ,entrée dans l'ère économique ,valorisation de la citoyenneté :les besoins de la société évoluent et ses exigences vis-à-vis du système éducatif s'intensifient .

Du SMIC culturel à l'excellence pour tous ,la culture commune cherche à se définir .

L'idée de mettre à jour le socle des connaissances communes semble faire la quasi-unanimité .Mais sur quelles bases ?Cela interroge la finalité de l'école et c'est un choix éminemment politique qui doit se traiter comme tel !

Deux points de vue s'affrontent . Le premier qui tend à défendre l'idée que l'essentiel serait d'apprendre à apprendre en occultant la notion de savoirs ,pour privilégier les connaissances générales ,qui permettraient de s'adapter à la boulange comme aux mathématiques .

L'autre vise à définir les savoirs nécessaires au peuple pour comprendre le monde :apprendre ce qu'il n'est pas possible d'ignorer aujourd'hui . Définir un plancher plutôt qu'un plafond ,un niveau de connaissances au-dessous duquel nul ne devrait descendre .

Les cerveaux d'élèves n'étant pas extensibles ,ni leurs emplois du temps ,qui dit disciplines nouvelles implique de faire de la place .

Les technologies nouvelles et les techniques sont incontournables ,comme les sciences , mais la place de l'économie doit être discutée qui est devenue essentielle à la compréhension du monde géopolitique.

Les maths et le français continuent à être les étalons de l'évaluation des connaissances alors que se pose aussi la nécessité de développer un champ disciplinaire qui porterait sur les relations de l'homme et de son environnement : écologie , sociologie ,psychologie de même que médecine .devraient avoir droit au chapitre .

On parle aussi justement d'ouvrir l'école au monde de l'entreprise ,pourquoi dans ce cas ne pas enseigner aussi le monde syndical et le droit du travail ?

Le choix entre les disciplines ne se déduira pas d'une hiérarchisation logique .Il n'y a pas d'autres possibilités que d'en passer par le débat politique qui dépasse ici largement le cadre de ce débat sur l'école .Ce débat là n'est que lancé et ouvre sur d'autres questions qui ne sont pas si annexes que cela ,comme celle posée par un syndicat d'enseignants d'une scolarité obligatoire jusqu'à dix-huit ans .

Il ne s'agit pas de faire une révolution mais de réformer en profondeur en s'inscrivant dans le long terme ,ce qui pose la question du collège comme dernier segment de la scolarité obligatoire ;avec des programmes qui ne seraient plus construits par anticipation de ceux du lycée mais dont la finalité propre serait cette culture commune indispensable pour mener sa vie de citoyen et d'individu .

Nous ne sommes pas loin d'un niveau BAC « rénové »pour tous .

06.Vivre ensemble .

Pour la République ,avoir un vrai projet démocratique serait celui d'éduquer ensemble des élèves différents qu'ils soient enfant de ministre ou enfant d'ouvrier .

Cette ambition n'a pas échoué , elle n'a jamais été mise en œuvre .Le collège unique a été conçu pour que les élèves suivent un cycle commun de la 6^{ème} à la 3^{ème} Dans le même temps ,il devait ouvrir à tous les portes d'une forme d'excellence qu'est le lycée général. C'est là que se situe l'échec de programmes qui se sont construits dans l'anticipation du lycée et non comme finalité propre à une culture commune ouverte sur le monde actuel .

Qu'ils deviennent agriculteurs ou ingénieurs , tous les enfants acquièrent les mêmes compétences de base en primaire. Dans le second cas ,le collège ne prépare qu'aux formations générales qui laissent de côté 30% des élèves .On ne peut enseigner la physique en collège comme si tous les élèves allaient devenir physiciens .

Dans une société où les inégalités se creusent ,où les momes sont perdus ,où les problèmes d'identité culturelle sont de plus en plus forts ,il est essentiel de souder une génération jusqu'à l'âge de seize ou dix-huit ans autour d'une culture commune .

Face aux difficultés ,à l'échec ,à la violence ,la tentation existe d'en revenir à des filières parallèles pour ceux qui ne suivent pas au » petit lycée « .

D'autres, moins radicaux proposent de maintenir le principe du collège unique mais de l'aménager avec des classes relais , des alternances en entreprise

Il faut s'atteler en urgence à définir les savoirs que nul ne doit ignorer et les enseigner à tous .

Où est la démocratie quand l'orientation vers les filières professionnelles ne se fait que par l'échec et concerne en majorité les enfants d'ouvriers après qu'ils ont traversé des années d'humiliation scolaire . Il n'est pas besoin pour être artisan de connaître une période d'échec. Cela n'implique pas non plus d'être privé des connaissances fondamentales à l'appréhension de notre siècle .

18.La décentralisation.

La décentralisation proposée est-elle une réponse à ces enjeux ci-dessus abordés dans les deux thèmes précédents ?Ne prend-elle pas plutôt appui sur l'échec supposé de ce qui n'a pas encore vraiment été mis en œuvre à savoir une véritable démocratisation de la scolarité obligatoire tant par la définition d'une véritable culture commune que par la mise en œuvre réelle d'une mixité sociale à laquelle échappent ou peuvent échapper les enfants de familles qui peuvent se payer l'enseignement privé.

Il est des actes qui ne trompent pas . Les suppressions de postes massives de surveillants ,la décision de mettre en œuvre des filières de découverte des métiers à partir de 14 ans qui met fin de facto au collège unique,la mise en œuvre à la hussarde d'un transfert aux régions de compétences importantes dans le domaine éducatif(personnels , cartes des formations ,formation professionnelle...)annoncent une décentralisation plus complète de l'éducation . Il ne s'agit pas de mesures techniques de gestion des personnels comme on voudrait nous le faire croire .On veut amputer leur mission de sa dimension éducative .L'école se voit ainsi privée de toute autonomie vis-à-vis de la production et de sa logique . L' « apprentissage tout au long de la vie » ,notion censée donner substance et réalité au droit à la culture universelle de chaque être humain devient une simple stratégie de réforme de l'éducation afin d'articuler de façon étroite et continue formation et « employabilité ».

Ce processus est à l'œuvre depuis une vingtaine d'années .On a formé des chefs d'établissement devenus des « managers » qui pourraient bientôt recruter leurs enseignants .De même on parle de plus en plus des enseignants comme des techniciens de la pédagogie plutôt que comme des éducateurs au métier spécifique ce qui permet de casser les équipes éducatives ..L'école est ainsi conçue comme une agence de services chargée de satisfaire des consommateurs faisant valoir des intérêts particuliers ; La décentralisation n'est nullement une réponse aux aspirations à davantage de démocratie et à une plus grande proximité dans la nécessaire coéducation des enfants .Elle est le moyen d'une adaptation étroite des formations aux logiques locales d'emploi .Elle sera qui plus est source d'importantes inégalités à travers les financements :les crédits pédagogiques par élève et par an varient de 1 à 10 selon la collectivité .(Enquête SNUipp /FSU .)Sans une réforme fiscale nationale en profondeur , elle pénalisera aussi les habitants des collectivités dont le potentiel fiscal est peu élevé .

En conclusion.

Nos idées sur l'école ,le gouvernement les connaissait puisque nous avons manifesté par milliers au printemps pour défendre un service public d'éducation de qualité.Nous considérons que l'éducation est une valeur et non un coût.Cette valeur exige d'être indexé sur le produit intérieur brut de la nation .

En réalité ,la fonction de ce débat n'est-elle pas de tenter d'éviter toute mobilisation à venir en obtenant un « diagnostic partagé »qui permettra d'avaliser la future loi d'orientation sur l'école ? Il s'agit bien d'un faux débat car les objectifs sont déjà préparés et même annoncés par les ministres(voire le rapport 1110 de l'assemblée nationale du 03 11 03) et les questions posées dans ce débat contenaient en réalité toutes les réponses attendues par les auteurs .

Ce compte-rendu a été rédigé après avoir été validé par l'ensemble des participants .